

COMPTE RENDU DES CHSCT DU 18 Février 2021

La réunion se tient en visio-conférence : présentation et soumission au vote d'une fiche qui retrace les dispositions à mettre en œuvre lors d'une réunion tenue en distanciel. Cette fiche sera annexée au règlement intérieur en vigueur. Précision est apportée : chacun pourra s'exprimer que ce soit les titulaires ou suppléants. FO ne pouvant pas se connecter à quitter la séance. Le vote est donc reporté.

Liminaires : Solidaires Finances Publiques
Réponses au cours des débats.

Approbation des PV : Approbation

Note d'orientation ministérielle - Crise sanitaire Covid :

Certaines opérations du NRP seraient soumises exclusivement au CT.

Risques associés à la crise sanitaire et au collectif de travail.

Le transfert des BDV à Lunéville sera soumis en amont au CHS-CT.

Ce n'est pas parce qu'on fusionne les instances qu'on abandonne les conditions de vie au travail.

Crise sanitaire :

DDFIP : la situation semble stabilisée. Le taux d'incidence a baissé
taux de positivité en baisse - de 5 %

le taux d'occupation des lits a baissé

Cependant inquiétude sur la circulation des variants (Moselle)

Un cas positif est nouvellement recensé au CDIF.

Deux autres cas positifs (rue des Ponts service comptabilité et SIE)

Rappel des règles de distanciation et des gestes barrières. Port du masque obligatoire dans les espaces partagés et les bureaux collectifs.

En cas de non respect des consignes, des procédures disciplinaires pourront être engagées.

Une livraison de masques devraient être effectuée courant mars par la Préfecture.

DIRCOFI : dernier cas positif recensé au 24/12. Pas de nouveaux cas. Les gestes barrières sont respectés.

INSEE : un seul cas recensé début de janvier. Pas de nouveau cas recensé. Les gestes barrières sont respectés, les approvisionnement en masques et gel est régulièrement effectué.

Télétravail :

DDFIP : Le taux était de 36 % lundi. La semaine dernière 51 %. Une amicale pression est effectuée par le DDFIP sur le télétravail. Une trentaine d'agents est en télétravail à 5 jours par semaine dont une dizaine car « personnes en santé fragile ». Toutes les demandes seraient actuellement satisfaites. Le matériel dévolu à la formation ROC-SP sera réaffecté au télétravail.

Un groupe de travail au niveau national sera mis en place sur les conditions de vie au travail avec recensement

Qu'est-ce qu'on va faire contre le variant britannique?
Au moins avec le virus chinois, il suffit de rester cantonnais.



Rappel de l'existence d'une cellule d'appui psychologique mise à disposition de tout le personnel.

DIRCOFI : Taux d'équipement 99,99 %.

Lors du dialogue de performance longs entretiens sur l'organisation de la vie en télétravail. Le point est fait régulièrement. Les statistiques étant faussés du fait de l'incorporation des vérificateurs dans le télétravail.

INSEE : plus de 80 % de télétravailleurs. 5 jours par semaine préconisés.

Note d'orientation : Solidaires Finances Publiques a demandé à ce que l'orientation soit respectée. Les représentants au CHS devront être invité au CTL.

Budget : la nouvelle secrétaire sera en poste début mars.

Un GT est prévu début mars.

Il s'élève à 140 465 euros pour 2021 légèrement en baisse par rapport en 2020 (143 460 euros)

Une grande partie du budget est amputée pour la formation CHSCT qui ne peut pas pour le moment se tenir en présentiel. Une nouvelle action sur les violences sexistes et sexuelles serait prochainement intégrée au programme de formation.

Financement en cours d'ordinateurs portables pour les OS.

La DDFIP souhaite mener des actions dites structurelles (pour exemple : ergonomie du travail sur écran, éclairage, ...)

Fiches projets : demande de Solidaires Finances Publiques s'interroge sur l'absence de fiches projet, elles seront transmises courant mars.

Solidaires Finances Publiques rappelle que les crédits CHS ne sont pas fait pour financer des postes de télétravail sur sites « privés ». Pour la DDFIP, il s'agirait plutôt de financer des mesures d'accompagnement.

Etude des registres :

DDFIP : une seule annotation (site de Vandoeuvre) datant de décembre 2020 suite au cluster recensé.

Solidaires Finances Publiques : pourquoi ne pas envisager l'achat de purificateur d'air. On peut être innovant sur le sujet. Il ne s'agit pas forcément de pratiques isolées. Il serait intéressant de se pencher sérieusement sur la question.

Préconisations DDFIP : respect des gestes barrières, le recours au télétravail. Pour ce qui concerne les dépenses de matériel (lampe UV, purificateur d'air, ...), il serait urgent d'attendre les directives ou consignes nationales.

ISST : n'a pas d'élément sur le sujet, il est d'accord sur le point de vu du DDFIP.

Etude fiches de signalement :

DDFIP : 5 fiches au total, 2 pour Nancy, 1 pour Pont-à-Mousson, 1 pour Toul et 1 pour l'Hôtel des Finances.

Solidaires Finances Publiques : souligne le très bon comportement de... espère que la DDFIP en fera de même.

En ce qui concerne celle sur Pont-à-Mousson : les deux protagonistes ont été convoqués à la DDFIP pour demande d'explications sur l'origine et/ou les raisons du conflit.

Pour les autres fiches de signalement, propos conflictuels d'usagers, lettre d'avertissement leur a été adressée. Une a été transmise au Parquet. Les agents concernés ont été avertis du suivi.

Rappel est fait sur la nécessité de transmettre des fiches de signalement dès qu'une situation d'agression est caractérisée.



DIRCOFI : deux fiches pour accidents de travail, pour un agent : reprise du travail dans les jours qui viennent. Pour l'autre, renversé sur le trajet domicile/travail, il ne se ressent pas des suites de cet accident.

Questions diverses :

Solidaires Finances Publiques : mise à jour du DUERP, suite aux évènements 2020, dans le contexte actuel. Demande d'un GT sur le sujet.

INSEE : en 2015, les agents ont subi la réforme territoriale. Les sites de Nancy-Metz-Reims seraient frappés de fermeture. Cette information aurait été abordée dans un CHS-CT de Moselle. Travaux de désamiantages ???

Réponse INSEE : sur la disparition de Nancy, on parle plutôt d'une relocalisation de METZ. Pour Nancy, il n'est pas pour le moment question de fermeture ou de relocalisation. Renseignements vont être pris et seront transmis aux membres du CHS-CT.

Sur les travaux de désamiantage : les travaux devraient débuter début mai. Première phase : construction des modulaires, deuxième phase : désamiantage sur locaux vide et troisième phase : réinstallation après remise à neuf de l'ensemble des bureaux avec création de salle de réunion. La durée des travaux est prévue sur une période de 9 mois.

Le désamiantage concernerait également l'escalier de service. Quid de son utilisation par les agents restant sur site (PJJ). D'après l'INSEE, ils ne seraient pas impactés vu qu'ils sont situés en rez-de-chaussée et ont un accès séparé au service. Solidaires Finances Publiques demandent à l'ISST de se rendre sur place.

DIRCOFI : en ce qui concerne la mise à jour du DUERP, les travaux sont actuellement en cours. Un groupe de travail aura lieu courant mars.

DDFIP : les travaux de mises à jour ont été bousculés par le contexte sanitaire. Les délais de production ont été prorogés. Restitution des éléments devait être faite fin février. Des groupes de travaux seront mis en place.

Solidaires Finances Publiques : sur l'évènement tragique de Longwy. A-t-on des éléments ?

Télétravail : Solidaires Finances Publiques demande si les agents en télétravail seront invités à reprendre leur activité en présentiel lors de la campagne IR ? Non, la DDFIP va privilégier le travail en distanciel.

Note : dispositif de veille et de soutien ... c'est un dispositif national qui englobe tous les acteurs ministériels dans le cadre de la santé au travail.

Roc-SP : Les formations sont très mal adaptées. L'aspect comptable est oublié. Manque de dialogues entre les divers aspects métiers.

Mise en place de ce nouvel outil informatique, rappel est fait par Solidaires Finances Publiques sur la nécessité de consulter en amont le CHSCT. Pour la DGFIP, ce n'est pas un nouvel outil mais un nouvel applicatif donc la consultation n'est pas nécessaire.

Complément Indemnitaire d'Accompagnement (CIA) : les ex-agents CIS en poste au 31/08/2020 sont éligibles au CIA suite au basculement en centre de contact au 1^{er} septembre 2020 et à la perte de l'ACF contraintes horaires. Les agents éligibles à ce complément au 1^{er} janvier 2021, percevront-ils ce CIA en une seule fois ou mensuellement avec rattrapage depuis janvier ? Aucune info, précisions à venir...

DUERP de l'INSEE : un recueil des risques covid a été fait tout d'abord au niveau national puis décliné en local. Le DUERP sera présenté en mars en groupe de travail.

Contrat d'entretien : pas d'obligation de transmission aux OS. Une simple information des dispositions prises dans le contexte sanitaire actuel. Une précision sera apportée lors du prochain CHS-CT sur la nature des prestations supplémentaires mises en œuvre.

Information sur le NRP : la DDFIP estime que l'ensemble des acteurs doit être détenteur au même moment des informations de restructurations.

Restauration : la restauration collective est maintenue, la restauration sur les bureaux est autorisée dans le respect des règles de nettoyage (décret du février). L'ISST n'est pas favorable à ce que les agents mangent sur leur bureau.

Espace de convivialité à l'INSEE ou à la DIRCOFI : pour la DIRCOFI, les espaces de convivialité existant sont gérés dans le respect des règles sanitaires. Pas de réponse pour l'INSEE.

Pour la DDFIP : de nouveaux espaces de convivialité ont été mis en place : à Vandoeuvre, à la trésorerie de Briey et à l'Hôtel des Finances (au 6^{ème} étage, deux autres étages sondés auraient refusé la proposition). En fait, dans des services qui le permettait en lieu et place d'un coin « sauvage » délimité par des armoires.

Secrétariat CHS-CT : départ en juin. Quid du remplacement ? A prévoir ...

Prochain CHS-CT : date à convenir.